

Santé, les motifs de la grève

Les médecins libéraux de ville et des cliniques, en grève depuis le 5 janvier, dénoncent les mesures du budget de la Sécurité sociale et la *“dérive autoritaire”* du système de santé.

Par **Éric Chavigny***

Depuis vingt ans, l'ensemble de la médecine libérale alerte sur la dérive silencieuse qui fragilise notre système de soins. Généralistes, spécialistes médicaux, chirurgiens, biologistes, radiologues ou psychiatres partagent désormais le même diagnostic : la médecine de ville, pourtant pilier de l'accès aux soins, est devenue la variable d'ajustement budgétaire de l'État et de l'Assurance maladie. Nos cabinets accueillent chaque jour l'immense majorité des patients du pays, loin des discours technocratiques et près des réalités humaines. Pourtant, ce modèle est désormais mis en danger.

La radiologie illustre parfaitement cette fragilisation progressive. Depuis deux décennies, la profession a absorbé des baisses tarifaires répétées et un empilement de charges et de nouvelles réglementations. Cela, alors même que l'imagerie s'est imposée comme une pièce centrale de tous les parcours de soins : dépistage précoce, diagnostic rapide, guidage thérapeutique, suivi des maladies chroniques et prise en charge des urgences. Aucun patient, aucun médecin ne peut se passer de cette spécialité médicale devenue indispensable.

Contrairement à une idée reçue, ce n'est pas l'État qui finance les centres de radiologie libéraux : ce sont les radiologues eux-mêmes, grâce à leur activité. Ils achètent IRM, scanners, échographes, financent infrastructures informatiques et réseaux sécurisés, embauchent et forment les manipulateurs. Ils assurent 70 % de l'imagerie française et 90 % du dépistage du cancer du sein. Ils permettent l'accès au diagnostic là où l'hôpital n'est pas, notamment dans les territoires sous-dotés. Ce sont des soignants, mais aussi des entrepreneurs.

Pourtant, malgré cette contribution majeure, les pouvoirs publics ont imposé une nouvelle série de baisses de tarifs, décidées de façon unilatérale. Réduction des for-

faits techniques, limitation des actes facturables et désormais, grâce au dernier projet de loi de financement de la Sécurité sociale, possibilité pour le directeur général de la Caisse nationale d'assurance maladie de modifier seul les tarifs sans négociation conventionnelle. Cette méthode ne relève plus du dialogue : elle relève du passage en force.

Les conséquences sont déjà visibles. Le décrochage entre les tarifs administrés et les coûts réels (énergie, maintenance, inflation, salaires) devient insoutenable. Dans les cabinets, la réalité est simple : retarder les investissements, réduire les plages horaires, renoncer à des activités, voire envisager la fermeture de sites. Si rien ne change, ce sont les patients qui paieront la facture : délais d'attente plus longs, désertification médicale accélérée, inégalités de santé renforcées.



La médecine de ville, pourtant pilier de l'accès aux soins, est devenue la variable d'ajustement budgétaire de l'État et de l'Assurance maladie.

Et cette menace dépasse largement la radiologie. Du généraliste seul dans son village au spécialiste dans l'incapacité de recruter faute de candidats, tous les médecins libéraux sont confrontés à la même équation impossible : faire toujours plus, avec toujours moins, au nom d'économies à courte vue. Ces économies à court terme fragilisent le système de santé et cette dégradation de la prise en charge des patients génère un surcoût considérable.

Nous demandons le rétablissement d'un véritable dialogue conventionnel, un moratoire sur les baisses unilatérales et un financement permettant simplement de continuer à soigner dignement dans nos centres, nos cabinets, nos territoires.

Notre combat est clair : pas pour gagner plus, mais pour que l'ensemble de la médecine libérale continue d'exister là où les patients en ont besoin. ●

**Éric Chavigny est médecin radiologue libéral à Dax et vice-président de la Fédération nationale des médecins radiologues.*